

# Aéroport de Notre-Dame-des-Landes : L'opposition de gauche se construit-elle dans le bocage ?

mardi 9 avril 2013, par [HERVE Bruno](#) (Date de rédaction antérieure : février 2013).

**En essayant d'imposer par la force la construction de l'aéroport, le gouvernement a réussi à fédérer sur le terrain et au niveau national les opposants au projet et les courants de gauche hostiles à sa politique, donnant à cette lutte le caractère d'une épreuve de force.**

Sommaire

- [« Paysans travailleurs »](#)
- [Un mouvement d'ampleur nationa](#)
- [Le gouvernement change de](#)

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est rapidement devenu un enjeu majeur de la vie politique locale, puis nationale. Au cours des années 2000, plusieurs forces politiques ont convergé vers la défense du projet, au nom du développement économique et dans le cadre de la mise en concurrence des territoires. C'est le cas, à gauche, du PS, qui est majoritaire dans les différentes collectivités locales : à la communauté urbaine de Nantes, au conseil général du département de Loire-Atlantique et au conseil régional des Pays-de-la-Loire. Le PCF soutient également le projet, notamment parce qu'il dépend du PS pour conserver les places d'élus que ce dernier lui abandonne, mais aussi par adhésion au productivisme. La droite, longtemps représentée par François Fillon, président de la région Pays-de-la-Loire jusqu'en 2004, est également favorable à l'aéroport.

Du côté des « partenaires sociaux », la mobilisation est inégale. Le patronat local s'est déclaré en faveur de la nouvelle infrastructure, en particulier par le biais de la chambre de commerce et d'industrie. Un engagement qui contraste avec la prudence des syndicats de salariés, lesquels se sont gardés de prendre clairement position sur le sujet, afin de ne pas heurter les partis institutionnels ou le patronat. Seule l'union syndicale Solidaires s'est prononcée contre.

## **« Paysans travailleurs »**

Quant à l'opposition à l'aéroport, celle-ci fédère des forces tout aussi hétérogènes. Il y a tout d'abord, des mouvements paysans, souvent héritiers de la mouvance des « paysans travailleurs » des années 1970, ainsi que des associations d'habitants, dont la plus connue reste l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport (Acipa). Ces derniers ont organisé les premières résistances des populations du site et des communes alentour. Diverses organisations politiques de gauche ont rejoint la mobilisation, notamment les Verts, le NPA, Alternative libertaire et diverses composantes du Front de gauche : Parti de gauche, Gauche unitaire, Gauche anticapitaliste... Les opposants ont également le soutien d'un nombre croissant

d'élus locaux « qui doutent » de la pertinence du projet. Enfin, le mouvement de solidarité a reçu, à partir de l'été 2009, le renfort décisif de plusieurs centaines de jeunes autonomes et autres qui se sont installés sur la zone d'aménagement différé (Zad) – devenue depuis « zone à défendre » –, en réaménageant les maisons laissées à l'abandon ou en construisant des cabanes.

Le mouvement d'opposition est monté en puissance après les rassemblements massifs des étés 2011 et 2012, et la manifestation de mars 2012, qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers d'individus. L'affaire a commencé à avoir une résonance nationale, suite aux violences policières qui se sont aggravées sur le terrain. Ces violences traduisent par ailleurs le raidissement des autorités, à l'instar du président PS de la région Pays-de-la-Loire, qui a appelé à « karcheriser les opposants ». Des comités de soutien se sont multipliés dans l'Ouest et au-delà. En 2012, la lutte de Notre-Dame-des-Landes s'est également invitée dans l'élection présidentielle, lorsque deux agriculteurs ont entamé une grève de la faim. Au point d'embarrasser le candidat Hollande : comment ménager son lieutenant Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et principal promoteur du projet, sans s'aliéner un mouvement d'opposition populaire au sein de son électorat ? Sans remettre en cause le projet d'aéroport, François Hollande a dû promettre qu'il ne serait procédé à aucune expulsion d'habitants sur la Zad, tant que les recours juridiques n'auraient pas été épuisés.

La victoire du PS aux élections n'a fait qu'aiguiser les contradictions. Jean-Marc Ayrault devient premier ministre d'un gouvernement qui décide de mener une sévère politique d'austérité, afin de préserver les intérêts de la bourgeoisie dans un contexte de crise du capitalisme. La construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes devient un test pour sa crédibilité à gouverner et sa capacité à imposer des politiques impopulaires. Le gouvernement prend donc en main le dossier pour en faire une démonstration de fermeté à l'égard des mouvements sociaux. Par conséquent, le président Hollande passe outre les promesses du candidat François, en autorisant l'opération « César » à partir du 16 octobre 2012. Plus de 1200 gendarmes et policiers interviennent, appuyés par deux hélicoptères, afin de déloger ceux qui se nomment désormais « Zadistes ». Mais la résistance est telle que l'opération n'a qu'une portée limitée. Loin de parvenir à séparer les supposés « squatteurs violents » des « agriculteurs pacifiques », la lutte soude plus étroitement que jamais tous les habitants – légaux ou illégaux – de Notre-Dame-des-Landes, unis pour protéger leur lieu de vie et de travail. La population, dans l'Ouest et ailleurs, s'indigne d'un tel déploiement de force, dans un contexte de crise économique.

## **Un mouvement d'ampleur nationale**

La manifestation de réoccupation de la Zad à Notre-Dame-Des-Landes, le 17 novembre 2012, rassemble ainsi 40 000 personnes. Un tel succès révèle combien le mouvement change de nature. En effet, une partie de l'opinion publique bascule en faveur des opposants. L'opposition à l'« Ayrault-port » cristallise le mécontentement de larges couches de la population, qui souffrent de la crise économique. Le mouvement anti-aéroport prend une ampleur nationale, avec une centaine de collectifs de soutien créés dans toute la France. Des actions de solidarité sont organisées les semaines suivantes, à Paris, en Bretagne, en Aveyron...

L'ampleur des résistances aiguise les contradictions politiques. Si les militants Verts sont présents dans le mouvement de solidarité, la direction d'Europe écologie-les Verts (EELV) est de plus en plus discréditée par son maintien au gouvernement avec le PS. Le Front de gauche est gravement écartelé, entre un PG en pointe dans l'opposition à l'« Ayrault-port », et un PCF qui le soutient. Le PCF se trouve lui-même de plus en plus divisé, avec une fédération de Loire-Atlantique qui défend le projet, celle de Vendée qui s'y oppose et celle du Morbihan qui appelle à un moratoire ! L'ampleur de l'opposition à l'aéroport pousse même Lutte ouvrière à prendre position contre l'aéroport à la fin

novembre. Ces contradictions et ces atermoiements expliquent sans doute la persistance d'un fort sentiment anti-organisation au sein du mouvement de solidarité.

Du côté du pouvoir, les positions se radicalisent aussi. Le projet d'aéroport, jusque-là simple lubie de notables mégalomanes, est désormais revendiqué par l'ensemble du gouvernement. Un recul sur ce dossier risquerait d'encourager les mobilisations contre sa politique antisociale. Il n'est pas non plus question de se faire déborder par la gauche, où se trouvent les forces politiques qui soutiennent le mouvement et qui pourraient représenter une alternative. Un tel raidissement provoque quelques inquiétudes au sein du PS, mais l'omerta est totale sur ce sujet. Quand à la droite, qui continue de soutenir le projet d'aéroport, elle se contente d'observer le conflit.

Dans un premier temps, le gouvernement continue de recourir massivement à la violence. Le 23 novembre, des centaines de CRS et de gendarmes mobiles sont à nouveau lâchés sur la Zad pour détruire les maisons des occupants, reconstruites au cours de la manifestation de réoccupation. Mais la résistance des occupants et des paysans, avec le renfort de milliers d'opposants venus de toute la région, et la formation de dizaines de comités de soutien dans toute la France, rend cette stratégie de plus en plus périlleuse pour le gouvernement. Les manifestations de soutien se succèdent à Nantes et ailleurs, des slogans comme « Libérez la Zad », « Ayrault salaud, Valls facho », « Ayrault démission » sont massivement repris. Notre-Dame des Landes est en train de devenir une lutte emblématique de l'opposition à la politique du gouvernement, dans un contexte où la crise sociale met en cause la politique du gouvernement, notamment à Florange, où le plan social annoncé aura des effets dramatiques sur l'usine Mittal de Basse-Indre, à quelques kilomètres de Notre-Dame-des-Landes.

### **Le gouvernement change de tactique**

Conscient que la répression est un échec politique et que la lutte est de plus en plus populaire, le gouvernement Hollande-Ayrault décide de changer de tactique en décembre 2012. Il s'agit de gagner du temps en annonçant un report des « opérations de défrichage » et la mise en place d'une vague « commission de dialogue ». Mais les opposants refusent de discuter tant que tou-te-s les militant-e-s et occupant-e-s gardé-e-s à vue ne seront pas libéré-e-s et que les policiers resteront sur la Zad.

Pour le mouvement anti-aéroport, l'enjeu des premières semaines de l'année 2013 sera de déjouer la nouvelle opération de communication du gouvernement, qui n'a pas abandonné son projet mais espère retourner l'opinion publique, afin d'isoler le mouvement de résistance des Zadistes. Les anticapitalistes doivent participer à cette lutte, qui a engagé le premier bras de fer et mouvement d'opposition de masse à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault.

**Bruno Hervé**

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 40 (février 2013).